Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

46 | 2013

L'espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle

Introduction

Gudrun Gersmann, Mareike König et Heidi Mehrkens

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4436>

DOI : 10.4000/rh19.4436

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 7-16

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Gudrun Gersmann, Mareike König et Heidi Mehrkens, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 13 janvier 2014, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4436> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rh19.4436>

Tous droits réservés

GUDRUN GERSMANN, MAREIKE KÖNIG,
HEIDI MEHRKENS

Introduction

Si l'on voulait écrire une introduction à la mesure de l'action politique et des espaces politico-publics en Allemagne au XIX^e siècle, ce serait en réalité un manuel qu'on devrait rédiger. Les étapes chronologiques et manifestations régionales sont trop différentes, les évolutions trop irrégulières, et les représentations et sens élaborés par les individus et groupes à propos d'objets tels que la religion, la nation ou la classe sociale, trop hétérogènes. De 1815 jusqu'à l'Unité nationale en 1871 et la fin de l'Empire en 1918, en passant par la révolution de 1848, le tissu politique est travaillé par des tensions entre un acharnement conservateur, des aspirations au changement, des réformes et révolutions, et une transformation institutionnelle. Jusqu'en 1871, nous ne nous trouvons pas face à *une* histoire allemande, mais face aux histoires des nombreux États allemands, différents et cependant liés les uns aux autres par la conscience de leur unité – fondée sur des raisons historiques et culturelles –, par le cadre politique relativement flexible de la Confédération germanique, par des espaces de communication se densifiant et par des liens économiques¹.

L'abondance de travaux de recherche portant sur l'histoire politique de l'Allemagne au XIX^e siècle ne permet presque plus d'en avoir une vue d'ensemble. En outre, ces travaux ont été toujours plus approfondis, au cours des dernières années, du fait des interrogations liées au changement de paradigme dans l'histoire culturelle et sociale. Dans la présente introduction, nous nous contenterons donc d'esquisser les larges courants institutionnels et de politique intérieure, ainsi que leurs conséquences pour l'individu. Dans ce cadre, des possibilités de participation et de représentation politiques au XIX^e siècle s'ouvrirent et se modifièrent, tout autant qu'elles furent rejetées. Les auteurs qui ont contribué à ce numéro incluent dans ce cadre des textes portant sur l'action politique, ses espaces et les représentations qui y sont associées. Ils se

* Traduit de l'Allemand par Catherine Livet.

1. Wolfgang Hardtwig et Helmut Hinze [dir.], *Deutsche Geschichte in Quellen und Darstellungen. Vom Deutschen Bund zum Kaiserreich 1815-1871*, Stuttgart, Reclam, 1997, p. 5.

focalisent sur des « positions et modèles de conduite »² de l'individu, sur les acteurs, leurs pratiques et leurs idées. Ces éléments ne sont pas seulement le reflet des structures de pouvoir et des rapports de légitimation existants, mais se situent dans une relation à double sens avec ces derniers. Dans les espaces politiques de l'Allemagne du XIX^e siècle, aspect conservateur et aspect réformateur se répondaient.

Après le Congrès de Vienne, forces politiques et institutions nouvelles s'établirent dans les presque quarante États membres de la Confédération germanique, qui faisait partie, entre 1815 et 1866, d'un ordre de paix européen³. Non enracinées dans la tradition royale, elles se fondaient sur l'idée de restreindre la puissance des dirigeants politiques par une constitution écrite : cela faisait déjà quatre ans que la France, sous le règne de Louis XVIII, expérimentait la *Charte constitutionnelle* lorsque le royaume de Bavière et le grand-duché de Bade obtinrent en 1818 une constitution ; le royaume de Wurtemberg suivit un an plus tard⁴. Jusqu'au milieu du siècle, la variante constitutionnelle de la monarchie se dégagea comme mode de gouvernement prédominant – plus ou moins stable – en Europe. Une constitution modifiait considérablement les règles de jeu : elle séparait les obligations du chef de l'État de la politique partisane, et le droit législatif n'était plus exclusivement entre les mains du souverain mais aussi entre celles d'un parlement élu. Les domaines sur lesquels les parties dynastiques et « efficientes » de l'État – à savoir monarque, gouvernement, parlement – pouvaient exercer leur influence et leur pouvoir furent renégociés⁵.

Dans les États allemands du XIX^e siècle, l'établissement de systèmes de gouvernement incluant une constitution, le transfert d'un droit de participation politique à certains pans de la population et l'octroi de droits fondamentaux ne se développèrent pas de façon homogène, ni selon un progrès continu. À la différence de la France, les premières constitutions qui virent le jour dans le sud de l'Allemagne ne naquirent pas de soulèvements révolutionnaires ou de l'expression d'une volonté citoyenne mais d'une initiative diri-

2. Karl Rohe, « Politische Kultur und ihre Analyse. Probleme und Perspektiven der politischen Kulturforschung », *Historische Zeitschrift* 250 (1990), p. 321-346, ici p. 326.

3. Jürgen Angelow, *Der Deutsche Bund*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2003 ; Wolf D. Gruner, *Der Deutsche Bund*, München, C.H. Beck, 2010.

4. Textes des constitutions de Bavière du 26 mai 1818, de Bade du 22 août 1818, de Wurtemberg du 25 septembre 1819 et de Hesse-Darmstadt du 17 décembre 1820, cf. Ernst Rudolf Huber [dir.], *Dokumente zur deutschen Verfassungsgeschichte, vol. 1: Deutsche Verfassungsdokumente 1803-1850*, Stuttgart, Kohlhammer, 1978, p. 155-236 ; Winfried Speitkamp, « Konstitutionelle Monarchie und politische Kultur in den süddeutschen Staaten 1818-1848 », in Hans-Peter Ullmann et Clemens Zimmermann [dir.], *Restaurationssystem und Reformpolitik. Süddeutschland und Preußen im Vergleich*, München, Oldenbourg, 1996, p. 25-42.

5. Voir la distinction entre les « dignified » et les « efficient parts of the state » en Grande-Bretagne par Walter Bagehot, *The English Constitution*. Reprinted from the « Fortnightly Review », London, Chapman and Hall, 1867, p. 4.

gée par l'État⁶. Un État monarchique réformé et pourvu d'une Constitution semblait être davantage en mesure de venir à bout des effets économiques de la guerre et de l'occupation napoléonienne et d'affirmer sa puissance d'État unitaire : à cet effet, les dirigeants étaient prêts à « faire participer les dominés à des décisions politiques de façon contrôlée⁷. » En Autriche, par exemple, les forces conservatrices étaient les plus fortes, et malgré la menace d'une banqueroute de l'État, il n'y eut aucune impulsion « d'en haut » allant dans le sens d'un remaniement constitutionnel du mode de gouvernement. En Prusse, le roi Frédéric-Guillaume III avait certes laissé entrevoir une Constitution en 1815 – conformément à la disposition de l'Acte confédéral, selon laquelle des Constitutions étatiques devaient être mises en place dans tous les États fédéraux⁸ – mais il fallut attendre plus de 30 ans pour que, sous son successeur, Frédéric-Guillaume IV, une diète rassemblant toute la Prusse soit convoquée en 1847⁹. Les réformateurs prussiens modernisèrent l'État sur le plan administratif sans pour autant franchir le pas, dans un premier temps, vers un État constitutionnel¹⁰.

Les forces conservatrices dans la Confédération germanique, puis dans l'empire, se sont vues confrontées à des forces novatrices, dont l'une était le mouvement national et d'unification allemande dont le développement s'accéléra après 1815. La Révolution française avait placé les Allemands face à une forme moderne de nationalisme politisé, jusque-là inconnue sur la rive est du Rhin¹¹. Le « sentiment national », à l'origine réflexion intellectuelle d'une élite restreinte, se développa dans des pans toujours plus grands de la population, chargé d'un sens politique. La fête de la Wartbourg en 1817 et celle de Hambach en 1832 donnèrent de l'espace à une activité politique de rassemblements publics¹², accompagnés de créations associatives, de fêtes musicales et de nombreux événements sportifs – et citoyens. La Crise du Rhin de 1840-1841 mobilisa dans un premier temps un public de masse rassemblé par un sentiment d'indignation nationale vis-à-vis de la France, voisin

6. Dieter Grimm, *Deutsche Verfassungsgeschichte 1776-1866. Vom Beginn des modernen Verfassungsstaats bis zur Auflösung des Deutschen Bundes*, Frankfurt a. M., edition suhrkamp, 1988, p. 72.

7. Alexa Geisthövel, *Restauration und Vormärz 1815-1847*, Paderborn, UTB Schöningh, p. 23 et sq.

8. Acte confédéral allemand, Vienne, 8 juin 1815, Art. 13, cf. Manfred Botzenhart [dir.], *Die deutsche Verfassungsfrage 1812-1815*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1968, p. 70-78, ici p. 74 ; Grimm, *Deutsche Verfassungsgeschichte...*, op. cit., p. 68 et sq. ; Manfred Botzenhart, *Deutsche Verfassungsgeschichte 1806-1949*, Stuttgart/Berlin/Köln, Kohlhammer, 1993, p. 21-39.

9. Manfred Botzenhart, *Reform, Restauration, Krise. Deutschland 1789-1847*, Frankfurt a.M., edition suhrkamp, 1985, p. 143.

10. Botzenhart, *Reform, Restauration, Krise...*, op. cit., p. 93 ; Stefan Haas, *Die Kultur der Verwaltung. Die Umsetzung der preußischen Reformen 1800-1848*, Frankfurt a.M./New York, Campus, 2005.

11. Frank Lorenz Müller, *Die Revolution von 1848/49*, 4e édition, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2011, p. 2 et sq.

12. Ute Schneider, *Politische Festkultur im 19. Jahrhundert. Die Rheinprovinz von der französischen Zeit bis zum Ende des Ersten Weltkrieges (1806-1918)*, Essen, Klartext, 1995 ; Dieter Düding, « Deutsche Nationalfeste im 19. Jahrhundert. Erscheinungsbild und politische Funktion », *Archiv für Kulturgeschichte* 69 (1987), p. 371-388.

soi-disant belliciste¹³. La revendication principale du mouvement national, visant à accomplir une réforme politique radicale de la Confédération germanique dans une optique nationale, était une « épine dans la chair de l'État monarchique » et une condition préalable au déclenchement de la révolution de 1848¹⁴. Dans le même temps, les contextes transnationaux, tels qu'on les rencontra par exemple dans la Rhénanie voisine, purent également, par la circulation d'idées, de concepts et d'actions, contribuer à la politisation, notamment des couches inférieures de la population¹⁵.

L'organisation et l'approfondissement croissants de l'éventail d'opinions politiques depuis le début des années 1830 constituèrent une autre force mobilisatrice¹⁶. Libéraux et républicains allemands, dont beaucoup étaient inspirés par l'idéologie nationaliste, critiquèrent les conditions politiques régnant dans la Confédération germanique et s'organisèrent en mouvement d'opposition, ce qui provoqua en retour de fortes mesures répressives au sein de la Confédération – par exemple sous la forme d'une censure de la presse¹⁷. Nombre de ces hommes politiques ne purent s'exprimer que dans l'émigration. Mais le conservatisme allemand et le catholicisme politique, dont les partisans voulaient garantir à l'Église une position indépendante et privilégiée dans l'État, cherchèrent eux aussi à défendre leurs intérêts de façon organisée¹⁸.

Les révolutions peuvent être considérées comme d'importants accélérateurs de changement : la Révolution de Juillet n'eut pas de conséquences de l'ampleur de celles qu'elle eut en France¹⁹, mais le paysage politique se modifia dans plusieurs États allemands, souverains et ministres de premier plan furent renversés et un changement de système vers des gouvernements constitutionnels fut introduit²⁰. La révolution de 1848-1849, fruit des oppositions politiques des années 1840 et d'une crise économique, fut également le reflet de tensions dans le champ européen²¹. En Allemagne, la tentative de réforme légitime du système politique sur un plan démocratique, fondée

13. Müller, *Die Revolution von 1848/49...*, op. cit., p. 6; Botzenhart, *Reform, Restauration, Krise...*, op. cit., p. 140.

14. Müller, *Die Revolution von 1848/49...*, op. cit., p. 8; Mark Hewitson, *Nationalism in Germany, 1848-1866. Revolutionary nation*, Houndmills, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2010.

15. Cf. James Brophy, *Popular Culture and the Public Sphere in the Rhineland, 1800-1850*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

16. Sur les partis politiques à l'époque du premier constitutionnalisme : Hans Fenske, *Deutsche Parteiengeschichte: Von den Anfängen bis zur Gegenwart*, Paderborn, Schöningh, 1994, p. 38-61.

17. Müller, *Die Revolution von 1848/49...*, op. cit., p. 8; Geisthövel, *Restauration und Vormärz...*, op. cit., p. 38.

18. Botzenhart, *Reform, Restauration, Krise...*, op. cit., p. 129; Fenske, *Deutsche Parteiengeschichte...*, op. cit., p. 52-60.

19. Geisthövel, *Restauration und Vormärz...*, op. cit., p. 29.

20. Cf. sur l'impact différencié de ces révolutions de 1830 en Europe, Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron, et Emmanuel Fureix [dir.], *La Liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*, Seyssell, Champ Vallon, 2013.

21. Andreas Fahrmeir, *Revolutionen und Reformen. Europa 1789-1850*, München, C.H. Beck, 2010; Müller, *Die Revolution von 1848/49...*, op. cit., p. 29; Eva Maria Werner, *Kleine Geschichte der deutschen Revolution von 1848/49*, Köln/Weimar/Wien, UTB Böhlau, 2009.

sur des principes constitutionnels libéraux, fut un échec, tout comme dans le reste de l'Europe. La contre-révolution réduisit à néant l'espoir que les princes et le mouvement libéral remanient les conditions politiques de façon juste²². À plus long terme, les évolutions modernisatrices ne purent toutefois pas être stoppées²³.

Ceci est également visible dans les monarchies constitutionnelles allemandes qui dépendaient toujours plus de l'adhésion de leurs sujets à la forme de pouvoir politique. Avec le *constitutionnalisme monarchique*, compris dans son acception germanophone²⁴, une forme spécifique de cadre constitutionnel prédomina au XIX^e siècle dans les États allemands, qui défendait avec véhémence les privilèges du monarque. Dans un écrit s'opposant aux modes de gouvernement politiques occidentaux, le philosophe du droit Friedrich Julius Stahl rendit célèbre, en 1845, l'expression de *principe monarchique*. Le type de constitution que propagea Stahl (qui existait également en Bavière, par exemple, depuis 1818) « ne supprim[ait] pas le pouvoir royal, mais le pouvoir royal toujours vivant [était] précisément l'une de ses conditions »²⁵. Ainsi, la maxime française « le roi règne, mais ne gouverne pas », qu'Adolphe Thiers appliqua aux circonstances de la monarchie de Juillet, ne trouva pas de correspondance dans l'histoire allemande. Après les événements de 1848 aussi, c'étaient toujours le monarque et sa dynastie qui, « plus que des institutions politiques et administratives, constituaient le cœur de l'identité d'un État »²⁶. Toutefois, dans les États allemands également, le monarque fut « de plus en plus jugé selon la question de son succès dans l'exercice de son rôle dans l'État et la Nation »²⁷. Cette conception fonctionnelle de la royauté remplaça dans toute l'Europe la croyance dans la légitimité d'un pouvoir voulu par Dieu. À la place, un lien émotionnel des sujets à la dynastie, qui peut être

22. Müller, *Die Revolution von 1848/49...*, op. cit., p. 142 et sq.; sur la dimension européenne de la révolution : Wolfram Siemann, *1848/49 in Deutschland und Europa. Ereignis – Bewältigung – Erinnerung*, Paderborn, Schöningh, 2006.

23. Jürgen Müller, *Deutscher Bund und deutsche Nation 1848-1866*, Schriftenreihe der Historischen Kommission bei der Bayerischen Akademie der Wissenschaften. 71, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2005.

24. Sur cette notion : Martin Kirsch, *Monarch und Parlament im 19. Jahrhundert. Der monarchische Konstitutionalismus als europäischer Verfassungstyp – Frankreich im Vergleich*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 1999, p. 40-65. En France, le terme de *constitutionnalisme* désigne « de façon générale, un 'gouvernement constitutionnel' ainsi que la doctrine politique de ses partisans », alors que le « Konstitutionalismus » tel qu'il est utilisé dans la langue allemande a eu, déjà au XIX^e siècle, une acception plus étroite et est compris comme une manifestation spécifiquement allemande de l'État (p. 40-41).

25. Friedrich Julius Stahl, *Das monarchische Prinzip: eine staatsrechtlich-politische Abhandlung*, Heidelberg, 1845, Ndr. Berlin o.J., p. 13. Sur l'histoire de cette notion, voir aussi : Otto Hintze, « Das monarchische Prinzip und die konstitutionelle Verfassung », *Preussische Jahrbücher* 144 (1911), p. 381 ; Niels Hegewisch, Art. « Monarchisches Prinzip », in Andreas C. Hofmann [dir.], *Lexikon zu Restauration und Vormärz. Deutsche Geschichte 1815 bis 1848*, URL: http://www.historicum.net/no_cache/persistent/artikel/8446/.

26. Abigail Green, *Fatherlands. State-Building and Nationhood in Nineteenth-Century Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001, p. 62 et sq. Elle renvoie en particulier aux importants privilèges exécutifs de l'empereur après l'Unité allemande de 1871.

27. Kirsch, *Monarch und Parlament...* op. cit., p. 47.

désigné comme une « politique de sentiments » de plus en plus professionnalisée, fut affirmé et recherché²⁸.

En outre, une communautarisation émotionnelle se construit par le droit de vote universel et égal des hommes, fixé constitutionnellement en Prusse dès 1867²⁹, ainsi que par les guerres dites d'unification. De plus, les trois conflits militaires contre le Danemark (1864), l'Autriche (1866) et la France (1870-1871) peuvent être considérés comme des événements fondateurs d'un empire à la fois féodal et libéral-démocratique³⁰. Le résultat fut un État « à plusieurs facettes » avec des structures constitutionnelles qui plaçaient au « centre du pouvoir » le monarque prussien, à côté de son ministre-président³¹. Les historiens ont longtemps considéré la solide position du souverain dans les monarchies constitutionnelles allemandes comme une évolution constitutionnelle particulière de l'Allemagne du XIX^e siècle. Dans les années 1960, l'importante controverse entre Ernst Rudolf Huber et Ernst-Wolfgang Böckenförde touchait à la question de savoir dans quelle mesure la monarchie constitutionnelle serait à considérer « soit comme type de constitution autonome (selon Huber), soit comme simple forme de transition entre un mode de gouvernement monarchique et parlementaire (selon Böckenförde) »³². Depuis, des études portant sur l'histoire constitutionnelle n'interprètent plus le constitutionnalisme monarchique comme un cas particulier spécifiquement allemand, mais discernent des nuances dans les différentes évolutions constitutionnelles sur la base d'études internationales et comparatives³³.

La controverse Huber-Böckenförde constitue un élément primordial de la thèse dite du *Sonderweg*, la « voie particulière allemande », qui, fort discutée

28. Ute Frevert, *Gefühlspolitik: Friedrich II. als Herr über die Herzen?*, Wallstein, 2012 ; Hubertus Büschel, *Untertanenliebe. Der Kult um deutsche Monarchen 1770-1830*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006 ; Matthias Schwengelbeck, *Die Politik des Zeremoniells. Huldigungsfeiern im langen 19. Jahrhundert*, Frankfurt, Campus, 2007.

29. Margareth Lavinia Anderson, *Practicing Democracy. Elections and Political Culture in Imperial Germany*, Princeton (NJ), Princeton University Press, 2000 ; Jonathan Sperber, *The Kaiser's Voters. Electors and elections in Imperial Germany*, Cambridge, Cambridge University Press, 1997.

30. Frank Becker, *Bilder von Krieg und Nation. Die Einigungskriege in der bürgerlichen Öffentlichkeit 1864-1913*, Ordnungssysteme. Studien zur Ideengeschichte der Neuzeit.7, München, Oldenbourg, 2001 ; Michael Stürmer, *Die Reichsgründung. Deutscher Nationalstaat und europäisches Gleichgewicht im Zeitalter Bismarcks*, Deutsche Geschichte der neuesten Zeit vom 19. Jahrhundert bis zur Gegenwart.4, München, dtv, 1984, p. 43-46, 74-80.

31. Wilfried Loth, *Das Kaiserreich. Obrigkeitsstaat und politische Mobilisierung*, Deutsche Geschichte der neuesten Zeit vom 19. Jahrhundert bis zur Gegenwart.5, München, dtv, 1996, p. 35-43, citations : p. 7 et 36.

32. Elisabeth Fehrenbach, *Verfassungsstaat und Nationsbildung 1815-1871*, Enzyklopädie deutscher Geschichte.22, München, Oldenbourg, 1992, p. 71 ; voir aussi Ewald Grothe, *Zwischen Geschichte und Recht. Deutsche Verfassungsgeschichtsschreibung 1900-1970*, München, Oldenbourg, 2005 ; Ernst-Wolfgang Böckenförde, « Der deutsche Typ der konstitutionellen Monarchie im 19. Jahrhundert », in Werner Conze [dir.], *Beiträge zur deutschen und belgischen Verfassungsgeschichte im 19. Jahrhundert*, Stuttgart, Klett, 1967, p. 70-92 ; Ernst Rudolf Huber, *Deutsche Verfassungsgeschichte seit 1789*, 8 volumes, vol. 3 : *Bismarck und das Reich*, Stuttgart, Kohlhammer, 1970, p. 3-26.

33. Kirsch, *Monarch und Parlament...*, op. cit. ; Arthur Schlegelmilch, *Die Alternative des monarchischen Konstitutionalismus. Eine Neuinterpretation der deutschen und österreichischen Verfassungsgeschichte des 19. Jahrhunderts*, Bonn, Dietz, 2009.

dans les années 1970 et 1980, est généralement relativisée voire contredite aujourd'hui³⁴. Les défenseurs de la thèse partent du principe que le développement de structures démocratiques dans les régions allemandes se serait déroulé d'une façon différente des autres États d'Europe occidentale. Au XIX^e et au début du XX^e siècle, les classes dirigeantes allemandes auraient suivi une politique militariste, antiparlementaire et antidémocratique. Ce phénomène avait été expliqué par la militarisation générale de la société après la guerre franco-allemande, ainsi que par la divergence entre un rapide développement économique et social de l'empire et une résistance de son système politique anachronique. L'excès de sentiment national des Allemands ainsi qu'une auto-perception non démocratique auraient, en dernier lieu, rendu possible aussi bien la catastrophe de la Première Guerre mondiale que le Troisième Reich. L'idée selon laquelle il n'y aurait eu, en Europe, aucune norme historique comme mesure de comparaison – et donc aucun « chemin idéal » vers la démocratie – constitue une critique importante de la thèse de la « voie particulière » allemande. Comme nous l'avons déjà noté, le cadre général politique et social de chaque État fondait les conditions structurelles pour le développement d'une participation politique.

Des approches plus récentes et nombreuses portant sur le XIX^e siècle ont contribué à l'historicisation de la thèse de la « voie particulière », apportant de nouvelles connaissances sur la base d'interrogations liées à l'histoire politique, l'histoire des genres, des mentalités et des cultures. Alors que l'empire allemand a longtemps été considéré comme rétrograde, la recherche récente souligne depuis quelques années ses aspects modernes ainsi que la diversité économique, sociale, culturelle et politique de l'époque wilhelmienne : l'empire s'est distingué sans conteste par la modernité de ses élites, ce qui n'a toutefois pas mené à la démocratisation et à la participation politique.³⁵ Cependant, les études actuelles sur les élections³⁶, les associations et les groupements politiques³⁷, ainsi que certains travaux sur l'histoire des médias et de

34. Au sujet de la présumée « voie particulière », cf. en résumé Sandrine Kott, « Sonderweg », in Christian Delacroix [dir.], *Historiographies, Concepts et débats*, Paris, Gallimard, 2010, p. 1238-1244 ; Ewald Frie, *Das Deutsche Kaiserreich*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2004, p. 118-121 ; Jürgen Kocka, *Deutsche Geschichte vor Hitler. Zur Diskussion über den deutschen Sonderweg*, in Idem, *Geschichte und Aufklärung. Aufsätze*, Göttingen 1989, p. 101-113 ; Helga Grebing, *Der "deutsche Sonderweg" in Europa 1806-1945. Eine Kritik*, Stuttgart 1986 ; David Blackbourn et Geoff Eley, *Mythen deutscher Geschichtsschreibung. Die gescheiterte bürgerliche Revolution von 1848*, Frankfurt a. M., Ullstein, 1980.

35. Ewald Frie, *Das Deutsche Kaiserreich*, op. cit., Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 2004, p. 110. Sur les élites sociales, voir aussi : Eckart Conze et Monika Wienfort [dir.], *Adel und Moderne. Deutschland im europäischen Vergleich im 19. und 20. Jahrhundert*, Köln/Weimar/Wien, Böhlau, 2004 ; Monika Wienfort, *Der Adel in der Moderne*, Göttingen, UTB Vandenhoeck & Ruprecht, 2006.

36. Andreas Biefang, *Die andere Seite der Macht. Reichstag und Öffentlichkeit im « System Bismarck » 1871-1890*, Beiträge zur Geschichte des Parlamentarismus und der politischen Parteien. 156, Düsseldorf, Droste, 2009.

37. Andreas Biefang, *Politisches Bürgertum in Deutschland. Nationale Organisationen und Eliten 1857-1868*, Düsseldorf, Droste, 1994 ; Axel Griefßmer, *Massenverbände und Massenparteien im wilhelminischen Reich. Zum Wandel der Wahlkultur 1903-1912*, Düsseldorf, Droste, 2000.

la communication³⁸, de l'énergie et de l'environnement³⁹, tout comme sur la monarchie⁴⁰ et l'armée⁴¹, soulignent l'importante politisation de la société wilhelmienne.

Sur la base de ces réflexions, s'est tenu une journée d'étude le 1^{er} mars 2012 à l'Institut Historique Allemand de Paris sur le thème : « Politisation et démocratisation en Allemagne au XIX^e siècle »⁴². Les contributions sont à la base de ce numéro thématique qui met en son centre la question de l'espace politique en Allemagne au XIX^e siècle.

Les deux premières contributions donnent un aperçu des recherches actuelles sur l'histoire politique (Fahrmeir) et militaire (Becker) de l'Allemagne au XIX^e siècle. Andreas Fahrmeir prend essentiellement en compte les travaux appartenant à la « nouvelle Histoire culturelle du politique ». En parallèle, il s'interroge sur la crise réelle ou supposée de la recherche sur le XIX^e siècle. Frank Becker se consacre lui aux champs de la guerre et du militaire. Dans l'Allemagne du XIX^e siècle, ces deux questions étaient liées au politique et s'y mêlaient souvent sur un mode à la fois discursif et réel. Comme on peut notamment le voir dans la guerre franco-allemande de 1870-1871, les périodes de guerre, précisément, interrogent non seulement les organisations militaires respectives, mais aussi les formes d'État et de gouvernement. Dans cette perspective, la guerre et le militaire représentent un espace de négociation pour l'ordre politique de la nation. James Brophy abandonne le cadre national et analyse certaines dimensions transnationales de la culture politique en Rhénanie au cours de la première moitié du XIX^e siècle. Ainsi, il souligne l'échange interculturel qui existait dans cette région frontalière au-delà des barrières constituées par le pays et la langue. La contribution d'Ute Frevert étudie la « politique des sentiments » comme élément central de la communication moderne du pouvoir. Dans le cadre d'une politisation en progrès, atteindre et assurer l'approbation et la « soumission » (Max Weber) des citoyens par une rhétorique et des gestes affectifs devint aussi un défi pour la monarchie germano-prussienne. Enfin, la contribution d'Ute Schnei-

38. Frank Bösch, *Öffentliche Geheimnisse. Skandale, Politik und Medien in Deutschland und Großbritannien 1880-1914*, München, Oldenbourg, 2009 ; Dominik Petzold, *Der Kaiser und das Kino. Herrschaftsinzenierung, Populärkultur und Filmpropaganda im Wilhelminischen Zeitalter*, Paderborn, Schöningh, 2011.

39. Frank Uekötter, *Umweltgeschichte im 19. und 20. Jahrhundert*, München, Oldenbourg, 2007.

40. Frank Lorenz Müller, *Our Fritz. Emperor Frederick III and the political culture of Imperial Germany*, Cambridge (Mass.)/London, Harvard University Press, 2011 ; Sven Oliver Müller et Cornelius Torp [dir.], *Das Deutsche Kaiserreich in der Kontroverse*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2009 ; Alexa Geisthövel, Jan Andres et Matthias Schwengelbeck [dir.], *Die Sinnlichkeit der Macht. Herrschaft und Repräsentation seit der Frühen Neuzeit*, Frankfurt a. M., Campus, 2005 ; Eva Giloi, *Monarchy, Myth, and Material Culture in Germany 1750-1950*, Cambridge, Cambridge University Press, 2011.

41. Jörg Echternkamp et Stefan Martens [dir.], *Militär in Deutschland und Frankreich 1870-2010. Vergleich, Verflechtung und Wahrnehmung zwischen Konflikt und Kooperation*, Paderborn, Schöningh, 2012 ; Heidi Mehrkens, *Statuswechsel. Kriegserfahrung und nationale Wahrnehmung im Deutsch-Französischen Krieg 1870/71*, Essen, Klartext, 2008.

42. L'IHA était alors encore sous la direction de Gudrun Gersmann.

der traite des enjeux politiques de la cartographie allemande. Partant de la réflexion selon laquelle la constitution d'États nationaux a été accompagnée, soutenue et illustrée par une importante production cartographique, elle étudie à partir du Congrès de Berlin de 1878 les processus de production et de transferts des savoirs, ainsi que la connaissance scientifique du territoire et de ses ressources. Ce dossier se clôt sur un entretien avec Jürgen Osterhammel, auteur de l'œuvre monumentale intitulée *La transformation du monde*, œuvre largement primée et dont l'édition française est actuellement en cours. L'entretien porte sur des questions relatives à la possibilité et aux limites de l'écriture d'une histoire universelle du XIX^e siècle.

De nombreuses autres thématiques plus spécifiques auraient pu être abordées, et nous sommes loin d'avoir pu traiter l'ensemble des aspects entrant dans un cadre que l'on a choisi aussi large. Ainsi, nous avons laissé à l'écart l'étude de la périodisation de l'histoire allemande, ainsi que, par conséquent, la question de savoir comment les points de vue et les représentations du politique se sont modifiés au-delà du XIX^e siècle. En outre, le choix des thèmes ne veut pas suggérer que la mobilisation politique de l'Allemagne au XIX^e siècle ait été organisée de façon purement démocratique. Il faut nuancer cette idée par les études sur les grands groupements de masse pangermaniques, comme les associations coloniales et, plus encore, la Ligue pangermaniste et la Ligue de la Flotte le montrent clairement⁴³.

Aux termes de cette introduction, quelques remarques à propos des traductions nous semblent nécessaires. Lors de l'utilisation de notions méthodologiques, certaines caractéristiques nationales de la culture scientifique jouent un grand rôle. Celui qui s'occupe de questions binationales ou transnationales est souvent confronté à ce problème. Ces différentes interprétations et traditions de la recherche se révèlent être un défi en particulier dans la traduction. C'est ce qui s'est manifesté au cours de la traduction de l'allemand ou de l'anglais (Brophy) vers le français des textes rassemblés ici. Si ce n'est pas le lieu pour exposer dans le détail les différences de la langue scientifique allemande et française, ainsi que leurs différentes cultures discursives, le lecteur doit cependant les garder à l'esprit⁴⁴. S'il s'agit de notions politiques ou de concepts scientifiques étroitement liés à une réalité historique spécifique ou à une tradition universitaire, la littérature actuelle est citée en note de bas de page. Sans doute va-t-elle, néanmoins, laisser parfois sur leur faim certains lecteurs purement francophones, puisqu'elle est souvent publiée en allemand. À titre d'exemple, la notion d'« Histoire culturelle du politique » nécessite

43. Rainer Hering, *Konstruierte Nation: Der Alldeutsche Verband 1890 bis 1939*, Hamburg, Christians, 2003; Roger Chickering, *We men who feel most German. A Cultural Study of the Pan-German League, 1886-1914*, Boston, Allen & Unwin, 1984.

44. Voir à ce sujet Elisabeth Venohr, Sébastien Rival, « Écrire l'histoire : l'allemand comme langue scientifique », in Mareike König et Falk Bretschneider [dir.], *Faire de l'histoire en Allemagne*. Scholar Guide 1 (2011). http://www.perspectivia.net/content/publikationen/scholar-guide/histoire-en-allemande/venohr-rival_langue-scientifique.

des précisions pour l'historien français. Or, en Allemagne, cette notion est étroitement liée à un concept méthodologique : elle est donc plus claire, mais aussi plus polémique⁴⁵. Dans son analyse de l'écriture de l'histoire politique récente par les deux pays, Christophe Duhamelle a renvoyé à la « proximité des objets d'études et de la manière de les aborder »⁴⁶, mais il a également souligné les spécificités de l'écriture allemande de l'histoire. C'est grâce à la revue en ligne *Trivium* qu'on a pu considérer de tels concepts et thèmes selon une perspective franco-allemande⁴⁷. Un long chemin reste encore à parcourir en ce qui concerne le transfert de l'écriture de l'histoire entre les deux pays. Avec ce numéro thématique, nous espérons y apporter une modeste contribution.

45. cf. Andreas Rödder, « Klios neue Kleider: Theoriedebatten um eine Kulturgeschichte der Politik in der Moderne », *Historische Zeitschrift* 283/3 (2006), p. 657-688 ; Barbara Stollberg-Rilinger, « Was heißt Kulturgeschichte des Politischen? Einleitung », in *eadem* [dir.], *Was heißt Kulturgeschichte des Politischen?*, Zeitschrift für Historische Forschung, Beiheft 35, Berlin, Duncker & Humblot, 2005, p. 9-24 ; Ute Frevert, « Neue Politikgeschichte: Konzepte und Herausforderungen », in *eadem*/Heinz-Gerhard Haupt [dir.], *Neue Politikgeschichte: Perspektiven einer historischen Politikforschung*, Frankfurt a. M., Campus, 2005, p. 7-26.

46. Christophe Duhamelle, « L'histoire culturelle dans une culture scientifique », *Trivium* 2 (2008) <<http://trivium.revues.org/1803>>.

47. *Trivium* – Revues franco-allemande de sciences humaines et sociales, URL : <http://trivium.revues.org/>.